

Au gré des vagues

Note de conjoncture 2-2021

L'activité en Europe oscille entre vagues de croissance et vagues d'infections au coronavirus. Dans ce contexte toujours difficile, l'économie luxembourgeoise continue à faire preuve de résilience et devrait enregistrer une croissance de 7% cette année, puis 3.5% en 2022. La récente dégradation de la situation sanitaire pourrait toutefois peser sur cette trajectoire.

UNE REPRISE SOUTENUE À L'ÉCHELLE MONDIALE, MAIS PAS SANS ENCOMBRES

Après une récession de 3% en 2020, l'économie mondiale devrait rebondir de 6% environ cette année. Si la reprise est bien enclenchée et devrait se poursuivre à un rythme soutenu en 2022, elle souffre encore de difficultés d'adéquation de l'offre à la demande qui génèrent des goulets d'étranglement dans les chaînes de production mondiales.

En Europe, les problèmes d'approvisionnement pénalisent en particulier l'économie allemande, où la croissance escomptée pour 2021 a été revue à la baisse. Malgré cela, la performance envisagée pour la zone euro a été révisée à la hausse pour l'année en cours, sur fond notamment d'une reprise particulièrement dynamique aux 2^e et 3^e trimestres.

Après une hausse de 5% en 2021, le PIB de la zone euro devrait encore croître de 4.5% en 2022. Ce dernier résultat pourrait toutefois s'avérer moins élevé si la dégradation de la situation sanitaire actuellement observée en Europe devait s'accompagner de mesures significativement plus restrictives pour l'activité.

BONNE TENUE DE L'ACTIVITÉ AU LUXEMBOURG

L'activité économique au Luxembourg demeure bien orientée à l'approche de 2022. Le PIB a certes enregistré un léger recul au 2^e trimestre 2021, mais il était resté très dynamique sur les deux trimestres précédents, pendant lesquels la zone euro s'était retrouvée en récession.

Les enquêtes de conjoncture témoignent d'un niveau de confiance encore élevé des entreprises luxembourgeoises jusqu'en octobre, même si l'industrie et la construction sont affectées, comme dans le reste de la zone euro, par des difficultés d'approvisionnement et peinent à satisfaire la demande. Les services non financiers présentent dans leur ensemble des perspectives favorables pour le 3^e trimestre, mais l'Horeca demeure dans une situation difficile. Les services financiers continuent pour leur part à bénéficier de la très bonne tenue des marchés boursiers.

Pour l'année 2021, la croissance du PIB devrait avoisiner les 7%, puis retomber à 3.5% en 2022. L'aggravation récente de la situation sanitaire au Luxembourg et chez nos voisins européens, et par conséquent la perspective de restrictions à l'activité encore significatives, demeure le principal risque baissier entourant ces prévisions.

LES PRESSIONS À LA HAUSSE SUR LES PRIX S'ACCENTUENT

Suite à la persistance des goulets d'étranglement et l'envolée récente des prix de l'énergie, les pressions inflationnistes s'accentuent. Combinées au redressement de certains prix antérieurement freinés par la crise sanitaire, elles gonflent l'inflation en Europe. Au Luxembourg, celle-ci s'est hissée à 3.6% sur un an en octobre (4.1% pour la zone euro), mais elle devrait refluer tout au long de 2022 sur fond d'un essoufflement de l'impact haussier des prix de l'énergie. Ces développements conduisent le STATEC à nettement réviser à la hausse ses prévisions d'inflation. Celle-ci devrait atteindre 2.5% à la fois en 2021 et 2022, et l'inflation sous-jacente se renforcerait au-delà de 2%.

La progression des coûts salariaux reste faible en zone euro, notamment dans les branches les plus lourdement touchées par la crise sanitaire. La pénurie de main-d'œuvre actuelle concerne principalement ces mêmes branches, mais elle ne devrait a priori pas avoir d'impact significatif à la hausse sur les salaires dans leur ensemble. Au Luxembourg, les salaires affichent un certain dynamisme, notamment dans les services de transports et entreposage, les activités immobilières et les services d'information et communication. Cette dynamique devrait rester de mise avec la tranche indiciaire tombée en octobre 2021 et une prochaine prévue pour le dernier trimestre de 2022.

LE MARCHÉ DU TRAVAIL PROFITE DE LA REPRISE

L'amélioration du marché du travail se poursuit en Europe, mais elle se réalise à des vitesses variables selon les Etats et les branches d'activité. Les activités d'hôtellerie et de restauration

sont largement affectées, ce qui pèse particulièrement dans les pays du Sud où leur part dans le tissu économique est très importante.

Le Luxembourg fait partie des pays qui ont le mieux traversé la crise sanitaire en 2020, tout en ayant eu une part d'emplois aidés par le Gouvernement relativement faible. En 2021, le Grand-Duché continue à montrer une croissance de l'emploi parmi les plus dynamiques d'Europe [mais aussi une résurgence des difficultés de recrutement] ainsi qu'un chômage fermement ancré à la baisse. Les prévisions du STATEC tablent sur une poursuite de ces tendances favorables, avec une progression de l'emploi de près de 3% en 2021 et 2022 et un chômage qui diminuerait à 5,2% de la population active en 2022.

FINANCES PUBLIQUES: UN SOLDE PUBLIC DÉJÀ PROCHE DE L'ÉQUILIBRE EN 2021

Au Luxembourg, le redressement des finances publiques sera plus rapide qu'antérieurement prévu. Après un déficit de 3,5% du PIB en 2020, le solde public devrait, selon les dernières prévisions du STATEC, être très proche de l'équilibre cette année, puis remonter à +1,4% en 2022.

L'amélioration s'explique en premier lieu par le rebond conséquent des recettes publiques. Après un léger repli l'an dernier, ces dernières rebondiraient de 10% en 2021. Contrairement à ce qui est prévu pour les pays voisins, les niveaux d'avant-crise seraient donc largement dépassés au Luxembourg. Les impôts sur les ménages et la TVA contribuent le plus à cette dynamique favorable. Pour 2022, le STATEC table sur un certain freinage des recettes, à environ +8%.

Les dépenses publiques s'étaient enflammées l'an dernier (+13%) sous l'impact des mesures de soutien liées au COVID-19. L'épuisement de ces dernières freine sensiblement la progression anticipée pour cette année (quelque 2%) et dans une moindre mesure pour 2022 (environ +4%). En revanche, la remontée de l'inflation, notamment en rapprochant les échéances des tranches indiciaires, stimulera les dépenses.

LA FAIBLESSSE DES VENTES DE CARBURANTS EMPÈCHE UN REBOND DES ÉMISSIONS EN 2021

La production nationale d'électricité a augmenté de 5% sur les 8 premiers mois de 2021 (après +25% en 2020). Les conditions météorologiques plus défavorables ont limité la hausse de la production d'électricité renouvelable: l'éolien a stagné (après +30% en 2020) mais l'essor du photovoltaïque continue (+37% après +55% en 2020) grâce à une hausse des capacités installées. La production d'électricité à partir de gaz naturel a augmenté de

18% sur les 8 premiers mois de 2021 malgré la flambée du prix de l'intrant.

Après une dégringolade des prix des énergies fossiles en 2020, ils ont rebondi avec la reprise économique mondiale. Les niveaux inédits observés ces derniers mois engendrent également une hausse du prix de l'électricité. En supposant une consommation inchangée par rapport à 2019, la facture énergétique moyenne des ménages aurait baissé de 190 EUR en 2020, mais s'alourdirait de 225 EUR en 2021 et de 415 EUR en 2022 (par rapport à 2019).

La reprise de l'activité industrielle a stimulé la consommation de gaz et d'électricité alors que les ventes de carburants sont restées en-deçà de leur niveau de 2019. Après une chute de 21% sur un an en 2020, elles se stabiliseraient en 2021 suite à l'introduction de la taxe CO2 et une mobilité toujours réduite sur la première moitié de l'année. La reprise tardive des ventes de carburants se traduirait par une stagnation des émissions de gaz à effet de serre (GES) en 2021 et une hausse des émissions d'environ 2% en 2022.

ETUDES THÉMATIQUES

- Impact de la crise sanitaire sur la situation financière des entreprises au Luxembourg
- L'accord mondial de réforme de la fiscalité et ses impacts potentiels pour le Luxembourg
- Principaux éléments liés à la grande révision des comptes nationaux annuels

PRÉVISIONS MACROÉCONOMIQUES

	1995-2020	2020	Scénario central		Scénario haut ¹		Scénario bas ²	
			2021	2022	2021	2022	2021	2022
Evolution en % sauf sauf si spécifié différemment								
 PIB en vol.		3.1	-1.8	7.0	3.5	7.1	5.2	6.8
 Emploi total intérieur		3.2	1.9	3.0	2.9	3.0	3.1	2.9
 Taux de chômage [% de la pop. act.]		4.5	6.3	5.8	5.2	5.8	5.1	5.8
 Indice des prix à la consommation [IPCN]		1.8	0.8	2.5	2.5	2.5	2.9	2.5
 Coût salarial moyen		2.7	0.4	4.8	3.4	4.8	4.7	4.7
 Solde public (% du PIB)		1.7	-3.5	0.0	1.4	0.0	2.0	-0.1
 Emissions de gaz à effet de serre³		-0.9	-16.9	-0.1	2.1	0.0	6.1	-0.4
Source : STATEC [2021-2022 : prévisions]								

1 Dans le scénario haut, une vaccination rapide permettrait de réduire l'incertitude et renforcerait la confiance des ménages et entreprises. Les ménages utiliseront une partie de l'épargne accumulée lors de la crise du COVID. La hausse de la consommation conforterait le rebond économique à court terme et permettrait de retrouver à moyen terme un niveau de PIB mondial comparable à un scénario sans crise COVID.

2 Dans le scénario bas, la propagation de nouveaux variants du COVID entraînerait de nouvelles restrictions sanitaires coûteuses et perturbant davantage les chaînes de valeurs. La reprise économique de 2022 serait limitée et les marchés financiers fragilisés.

3 Evolution 2005-2019.

Bureau de presse | Tél 247-84219 | press@statec.etat.lu

Pour en savoir plus

Bastien LARUE | bastien.larue@statec.etat.lu

Ferdy ADAM | ferdy.adam@statec.etat.lu

La publication [Note de conjoncture N° 2-2021] peut être téléchargée gratuitement sur le portail des statistiques

La reproduction totale ou partielle du présent bulletin d'information est autorisée à condition d'en citer la source.